

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE

relatif à la prolongation de cinq ans de l'exploitation d'une carrière de grès calcaires située aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses », exploitée par la société MOREAU sur le territoire de la commune de MARIGNY-MARMANDE (37)

SAIPP/BE/ N° 21 419

référence à rappeler

LE PRÉFET D'INDRE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU :

- le Code de l'environnement et notamment ses articles L.181-1, L.511-1, L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement prise en application de l'article L.511-2 ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- l'arrêté modifié du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif à la détermination aux modalités de constitution des garanties financières prévues aux articles R.516-1 et suivants du Code de l'environnement ;
- l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006 portant autorisation au profit de la S.A.R.L Carrières MORIN d'exploiter une carrière de grès calcaires sur la commune de MARIGNY-MARMANDE ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 157 du 26 juin 2015 modifiant les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière exploitée par la société Carrières MORIN sur le territoire de la commune de MARIGNY-MARMANDE aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses » ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 20 610 du 9 octobre 2018 portant mutation au profit de la société Ets MOREAU de l'autorisation d'exploiter une carrière de grès calcaires et d'une installation de traitement de matériaux aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses » à MARIGNY-MARMANDE ;
- la demande présentée le 8 octobre 2024 par la société MOREAU en vue d'obtenir une prolongation de cinq ans du délai d'autorisation d'exploiter la carrière susvisée ;
- le rapport de l'inspecteur de l'environnement des installations classées en date du 14 mars 2025 ;
- la mise à disposition du public du dossier du pétitionnaire dans le cadre de la participation du public par voie électronique prévue à l'article L.123-19-2 du Code de l'Environnement, du jeudi 20 mars au jeudi 3 avril 2025 ;
- l'absence d'observation du public dans les délais prévus par l'avis de consultation du public par voie électronique ;
- l'absence d'observation de l'exploitant sur le projet d'arrêté porté à sa connaissance par courriel du 4 avril 2025 ;

CONSIDÉRANT ce qui suit :

- la demande porte sur une prolongation de la durée de l'exploitation de la carrière sans étendre ou approfondir le gisement à extraire et sans modification du rythme annuel d'extraction de la carrière ;
- le tonnage des matériaux restants à extraire de 240 000 tonnes, exploitables dans l'emprise et dans les conditions d'extraction fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé, fait suite à des rythmes de production annuelles moindres que ceux autorisés ;
- les cinq années d'exploitation supplémentaires sont sollicitées afin de finaliser l'extraction du gisement et la remise en état ;
- les cinq années d'exploitation supplémentaires sollicitées portant la durée d'autorisation de la carrière à 25 ans, ne dépasse pas la durée de validité de trente ans, prescrite par l'article L.515-1 du Code de l'environnement ;
- le plan de phasage de l'exploitation fourni dans la demande du 8 octobre 2024 prend en compte une remise en état totale de la carrière à la fin de la cinquième année supplémentaire sollicitée ;
- le montant des garanties financières à cautionner pour la phase d'exploitation quinquennale supplémentaire sollicitée a été calculé ;
- les modifications sollicitées par l'exploitant ne constituent pas une modification substantielle des conditions d'exploitation de la carrière ;
- les modifications sollicitées ne remettent pas en cause le principe de remise en état de la carrière prévu par les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006 ;
- il convient de mettre à jour l'arrêté préfectoral susvisé sur l'échéance de l'autorisation d'exploitation, les garanties financières et le phasage d'exploitation ;

Sur proposition de monsieur le Secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire,

ARRÊTE

ARTICLE 1ER – BÉNÉFICIAIRE DE L'AUTORISATION

La société MOREAU, dont le siège social est situé ZI La Petite Prairie à BOURGEUIL (37140), est autorisée à poursuivre l'exploitation de la carrière sise sur le territoire de la commune de Marigny-Marmande aux lieux-dits « Les Bruns » et « Les Pelouses », à compter de la date de notification du présent arrêté sous réserve de respecter les dispositions suivantes.

ARTICLE 2 – ARTICLES MODIFIÉS

Article 2.1- Durée de l'autorisation

L'article 1.2.3 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif à la durée de l'autorisation, est complété par la disposition suivante :

« L'autorisation est prolongée pour une durée de cinq ans, soit jusqu'au 15 février 2031. Cette durée inclut la phase de remise en état de la carrière ».

Article 2.2 – Garanties financières

L'article 2.1 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif aux garanties financières, est complété par la disposition suivante :

« Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités d'extraction de matériaux (carrière) visées à l'article 1.2.1. Conformément au 2° du paragraphe IV de l'article R.516-2 du Code de l'environnement, le montant des garanties financières est établi pour permettre la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant la remise en état du site après exploitation. »

Article 2.3 – Montant des garanties financières

Le deuxième paragraphe de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif au montant des garanties financières, est remplacé par la disposition suivante :

« L'exploitation est menée en cinq périodes quinquennales. »

Le troisième paragraphe de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif au montant des garanties financières, est remplacé par la disposition suivante :

« A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclut la TVA). Le schéma d'exploitation et de remise en état (cf. annexe) présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Les superficies indiquées correspondent aux valeurs maximales atteintes au cours de la période considérée. »

Le tableau de l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif au montant des garanties financières, est complété de la ligne suivante :

Période	S1	S2	S3
2026-2031	5,45 ha	1,10 ha	0,29 ha

L'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif au montant des garanties financières, est complété par les dispositions suivantes :

« S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces découvertes et des surfaces en exploitation diminuée des surfaces remises en état.

S3 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire du périmètre d'extraction par la profondeur moyenne diminuée des surfaces remises en état.

L'indice TP01 utilisé pour le calcul du montant de référence de la période 2026-2031 est celui en vigueur au 16 janvier 2025, soit 130,2. »

Article 2.4 – Renouvellement des garanties financières

L'article 2.1.4 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif au renouvellement des garanties financières, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Les garanties financières sont constituées pour une période minimale de deux ans. Conformément au V de l'article R. 516-2 du Code de l'environnement, lorsque le respect de la période minimale de deux ans amènerait à dépasser la durée de validité du présent arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter, la période de validité des garanties financières peut être égale à la durée restant à courir de cette autorisation.

En cas de non-renouvellement des garanties financières, le garant informe le préfet par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant l'échéance de validité de ces garanties. Cette obligation est sans effet sur la durée de l'engagement du garant.

Sauf dans le cas de constitution des garanties par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 1.6.3.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

Une copie est également transmise à l'inspection des installations classées, pour information, à la même date. »

Article 2.5 – Modification des conditions d'exploitation

L'article 2.1.5 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif à la modification des conditions d'exploitation, est complété par les dispositions suivantes :

« L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de formes de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières. »

Article 2.6 – Levée de l'obligation de garanties financières

L'article 2.1.6 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif à la levée de l'obligation de garanties, est remplacée par les dispositions suivantes :

« L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté dans le cadre de la procédure de cessation d'activité après mise en œuvre des dispositions des R.512-39 et suivants du Code de l'environnement.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées.

En application de l'article R. 516-5 du code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières. »

Article 2.7 – Appel aux garanties financières

L'article 2.1.6 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif à la levée de l'obligation de garanties, est remplacée par les dispositions suivantes :

« Le préfet peut faire appel aux garanties financières dans les conditions fixées par l'article R. 516-3 du code de l'environnement :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant des opérations mentionnées au IV de l'article R. 516-2 du code de l'environnement, après intervention des mesures prévues au I de l'article L.171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant personne physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I. de l'article R.516-2, et que l'appel mentionné au I. du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e susmentionné ;

- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet. »

Article 2.8 – Cessation d'activité

L'article 2.5 de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, relatif à la cessation définitive d'activité, est complétée par la disposition suivante :

« La cessation d'activité est effectuée conformément aux articles R.512-39 et suivants du Code de l'environnement »

Article 2.9 – Plan de phasage d'exploitation

Est ajouté en annexe de l'arrêté préfectoral n° 17 845 du 15 février 2006, le plan de phasage d'exploitation, en annexe du présent arrêté, pour les cinq années de prolongation visées par le présent arrêté.

ARTICLE 3 – PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement et en vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de la commune de MARIGNY-MARMANDE et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune de MARIGNY-MARMANDE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Indre et Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 4 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré, selon les dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, au Tribunal Administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Monsieur le préfet d'Indre-et-Loire – service d'animation interministérielle des politiques publiques – bureau de l'environnement – 37925 TOURS CEDEX 9 ;

- un recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de la Transition Écologique – direction générale de la prévention des risques – Tour Séquoia – 1 place Carpeaux – 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de deux mois les délais de recours contentieux prévus par l'article R.181-50 du code de l'environnement.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

Monsieur le secrétaire général de la préfecture d'Indre-et-Loire, monsieur le directeur général de l'environnement, de l'aménagement et du logement et monsieur le maire de MARIGNY-MARMANDE sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société MOREAU par lettre recommandée avec avis de réception.

Tours, le 28 avril 2025

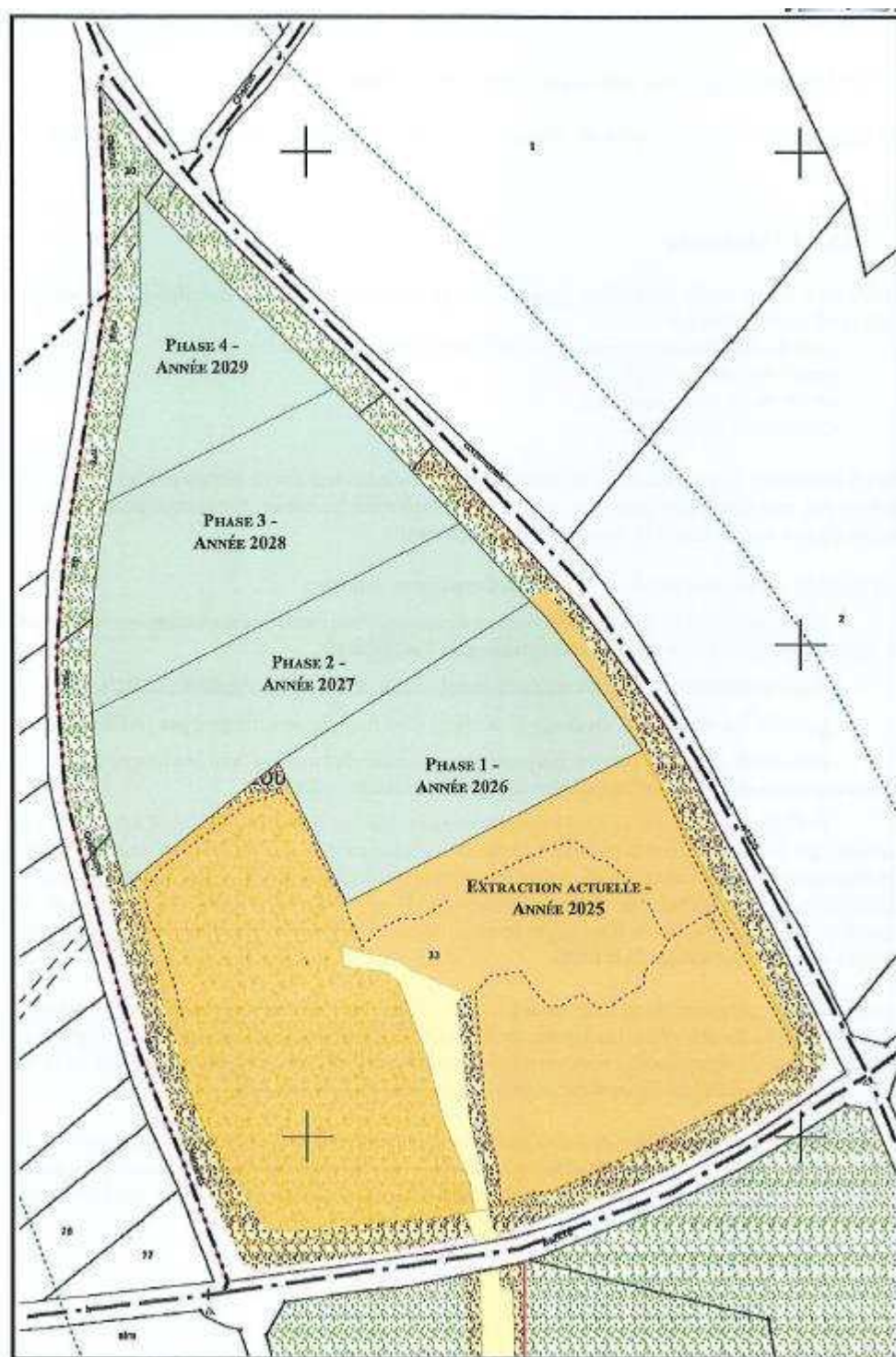
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général

signé

Xavier LUQUET

ANNEXE

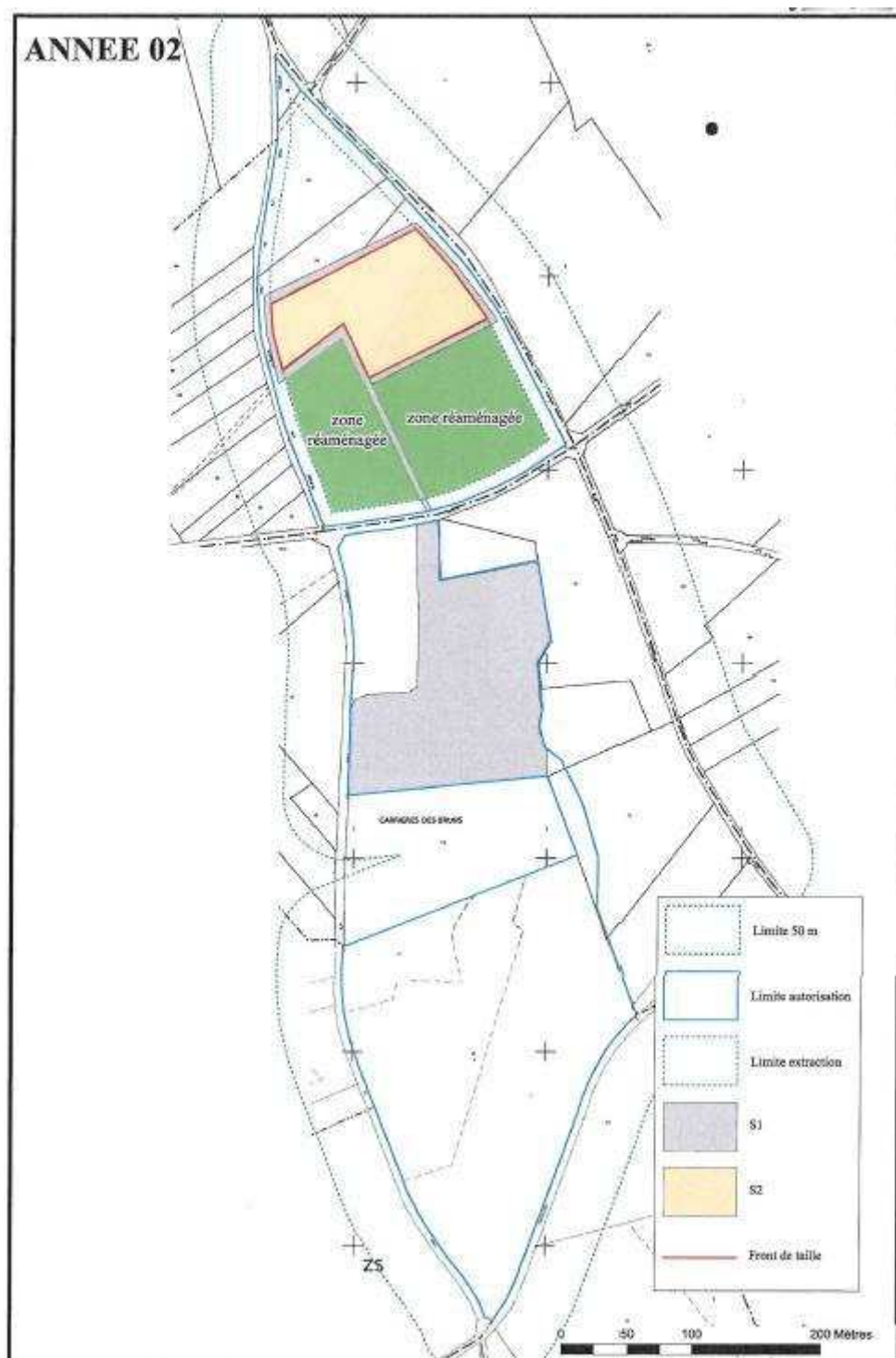
Plan de phasage de l'exploitation des cinq années de prolongation



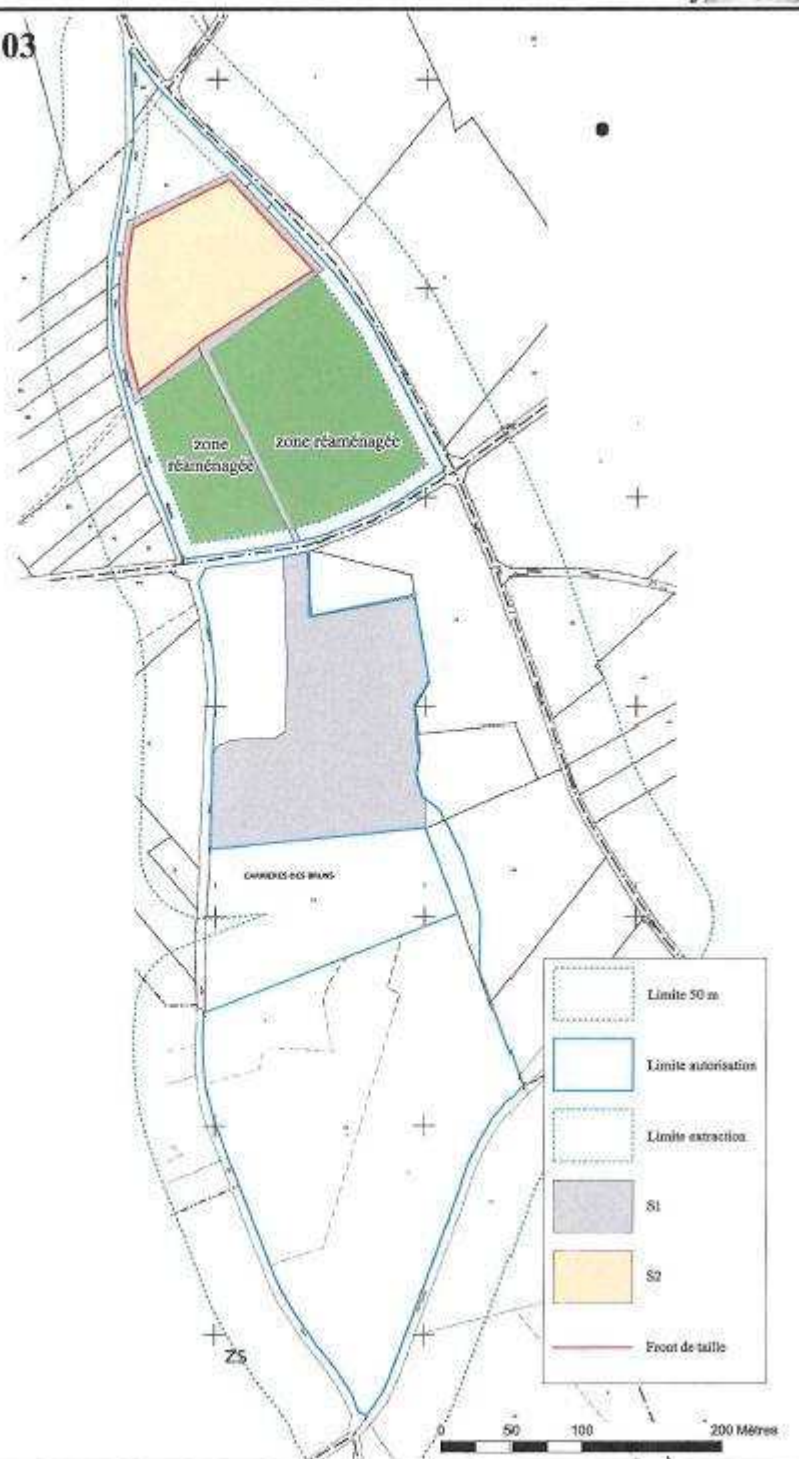
ANNEE 01



ANNEE 02



ANNEE 03



ANNEE 04



ANNEE 05

